



# REGLEMENT D'EXPLOITATION DES MOUILLAGES

(Annexe délibération n°82 du 09/12/2013)

www.arradon.com



## Sommaire

A.	DESCRIPTIF ET ORGANISATION DES ZONES DE MOUILLAGE	3
A.1.	Organisation de la Zone de Mouillages et d'Équipements Légers	3
A.2.	Définition des zones et des secteurs	4
A.3.	Catégories d'utilisateurs	5
A.4.	Organisation administrative du service	5
B.	REGLEMENT D'EXPLOITATION DES ZONES DE MOUILLAGE	6
B.1.	Objet du règlement	6
B.2.	Obligations du gestionnaire	6
B.2.1	Mouillages en eau profonde (bouées blanches)	6
B.2.2	Responsabilité du gestionnaire	6
B.2.3	Pouvoir de Police	6
B.3.	Obligations du bénéficiaire	6
B.3.1	Identification du navire	6
B.3.2	Utilisation du mouillage	7
B.3.3	Libération temporaire du mouillage	7
B.3.4	Entretien du mouillage en eau profonde	7
B.3.5	Changement de bateau	7
B.3.6	Copropriété	8
B.3.7	Assurance	8
B.3.8	Changement d'adresse	8
B.3.9	Caractéristiques de l'emplacement	8
B.3.10	Amarrage et préconisations particulières	8
B.3.11	Épaves, navires vétustes ou désarmés :	9
B.3.12	Respect de la réglementation :	9
B.4.	Durée de la garantie d'usage et tarification des contrats	9
B.4.1	Durée de la garantie d'usage	9
B.4.2	Tarification des mouillages	9
B.5.	Résiliation, radiation et succession	9
B.5.1	Résiliation	9
B.5.2	Radiation	10
B.5.3	Cession autorisée d'un emplacement de mouillage	10
B.6.	Permutation et Admission des usagers	10
B.6.1	Permutation	10
B.6.2	Admission des usagers	11
B.6.3	Affectation des mouillages	11

## **A. DESCRIPTIF ET ORGANISATION DES ZONES DE MOUILLAGE**

### **A.1. Organisation de la Zone de Mouillages et d'Équipements Légers**

La commune d'Arradon dispose d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public maritime (DPM) par une zone de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) délivrée le 15 mai 1995 et renouvelée pour une durée de 15 ans à compter du 01 janvier 2014.

Cette AOT du domaine public maritime octroie à la commune l'organisation et la gestion des zones de mouillages définies sur son littoral. Aucune cession partielle ou totale, ou sous-traitance de l'exploitation des zones de mouillages définies par l'AOT ne peut avoir lieu en l'absence d'autorisation du Préfet du Département du Morbihan et du Préfet Maritime de l'Atlantique.

Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime distingue plusieurs zones de mouillages et d'équipements légers :

- 9 zones de mouillages en eau profonde
- 1 zone professionnelle en eau profonde
- 9 zones de plates
- 2 zones d'échouage
- 2 zones portuaires

Les mouillages de la commune d'Arradon se décomposent en 4 catégories :

- **Mouillages en eau profonde**

Il existe une zone dédiée aux particuliers et une zone réservée aux professionnels.

La commune est propriétaire de 35 % des mouillages en eau profonde appelés « corps-morts communaux ». Ce seuil ne sera pas dépassé. Les autres 65 % sont des mouillages appelés « corps-morts privés ».

Les modalités d'exploitation définies ci-dessus ne pourront pas être modifiées par le gestionnaire sans l'accord de l'association d'usagers des mouillages de la commune d'Arradon qui a participé à l'élaboration de ce présent règlement.

- **Mouillages en zone de plates**

Les mouillages situés en zone de plates sont gérés par la commune.

Les zones de plates sont déclinées sur la commune d'Arradon en 2 sous-catégories :

- Bouée jaune : bateau d'une longueur inférieure ou égale à 4,50 mètres ;
- Bouée orange : bateau d'une longueur inférieure ou égale à 5,00 mètres.

Cet espace est autorisé aux bateaux dont les caractéristiques sont définies par le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Morbihan (SMVM). Ces bateaux doivent avoir une longueur inférieure à 5 mètres, et avoir une puissance motrice inférieure à 10 CV.

- **Mouillages en zone d'échouage**

Cet espace est réservé aux titulaires d'une garantie d'usage annuel. La garantie d'usage constitue un droit de mouillage pour un bateau, dans une zone définie à un poste géographiquement localisé.

Ne sont autorisées à stationner en zone d'échouage que les embarcations dont le propriétaire est titulaire d'un contrat de stationnement auprès du gestionnaire.

- **Mouillages en zone portuaire**

*Désignation des mouillages faisant l'objet de la garantie :*

Chaque corps-mort est désigné par l'indication de la zone et d'un numéro d'emplacement dans la zone (Ex : Zone de Kerrat : A1).



## A.2. Définition des zones et des secteurs

Les plans des zones et de secteurs de mouillages sont annexés à l'arrêté de l'AOT.

Catégorie de mouillages	Localisation de la zone	Dénomination de Zone
<b>ZONE EN EAU PROFONDE</b>	KERRAT	A
	TOUR VINCENT	B
	GREZIT	C
	LODO	D
	PALUDEN	E
	PEN ER MEN	F
	GREO	G
	ROGUEDAS	H
	MOREAC	I
	Zone PRO	J
	Zone ILES	K
<b>ZONE DE PLATES</b>	MOUSTOIR	MT
	PEN ER MEN	PEM
	POINTE ARRADON	PA
	KERRAT	KR
	TOUR VINCENT	TV
	KERBILOUET	KB
	LODO	LD
	ROGUEDAS	RGO
	MOREAC	MR
<b>ZONE D'ECHOUAGE</b>	MOREAC	IE
	GREO	GE
<b>ZONE PORTUAIRE</b>	PEN ER MEN	ZPP
	POINTE D'ARRADON	ZPA

Il existe également une dénomination des zones de terre plein pour dériveurs et de râteliers d'annexes.

<b>ZONE DERIVEURS</b>	PEN ER MEN	DERPEM
	KERBILOUET	DERKB
<b>ZONE RATELIERS</b>	TOURELLES	RT
	FONTAINE	RF
	GRAVELIC	RG
	PLAGE	RP
	KERRAT	RK
	KERBILOUET	RKB

### A.3. Catégories d'usagers

Les bénéficiaires d'un contrat d'occupation temporaire du domaine public maritime dénommés « usagers » sont de 4 types :

- **Mouillage en eau profonde**
  - *Usagers d'un corps-mort « privé »*

Ces usagers sont propriétaires de la partie matérielle du mouillage (bloc, chaîne, orins, bouée) et locataires de l'espace maritime qu'ils occupent auprès de la commune sous la forme d'une convention d'occupation temporaire. Cela se traduit par le paiement d'une redevance annuelle. Ils sont titulaires d'un mouillage en eau profonde.

- *Usagers d'un corps-mort « communal »*

Ces usagers sont locataires d'un mouillage appartenant à la commune sous la forme d'un contrat de location annuel.

- **Mouillage en zone de plates : Bouée jaune ou orange**

Ces usagers sont locataires d'un mouillage appartenant à la commune sous la forme d'un contrat de location annuel.

- **Locataires d'un emplacement dériveur sur terre plein et/ou d'un râtelier d'annexes**

Ces usagers bénéficient d'un contrat de stationnement :

- d'un dériveur sur une zone avec des emplacements réservés
- d'une annexe dans des râteliers appropriés.

- **Usagers d'un mouillage « saisonnier » :**

Ces usagers bénéficient d'un contrat de location temporaire en tant que « visiteurs ». Ils peuvent être locataires d'un mouillage en eau profonde ou en zone de plates.

### A.4. Organisation administrative du service

La commune d'Arradon, titulaire de l'Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Maritime en tant que gestionnaire des mouillages, organise la gestion des zones et emplacements. Cette gestion est assurée par **le service des mouillages** de la Mairie.

- **Le conseil municipal** présidé par le Maire prend des décisions sur la gestion du service.
- **La commission mouillages** présidée par le Maire ou son représentant est composée d'élus municipaux. Le responsable du service des mouillages et deux représentants des associations d'usagers participent à cette commission.  
La commission mouillage est chargée d'émettre des avis sur la gestion courante du service des mouillages.
- **Le conseil des mouillages**, présidé par le Maire, est composé de :
  - Représentants de l'État : 2 membres représentant chacun en ce qui le concerne les services fiscaux et la direction départementale des territoires et de la mer.
  - Élus municipaux : 4 membres titulaires de la commission mouillages et 4 membres suppléants.
  - Représentants des plaisanciers (titulaires de contrats annuels) : 6 membres titulaires et 6 membres suppléants désignés par les associations d'usagers des zones de mouillages.
  - Représentants des professionnels de la mer (titulaires de contrats annuels) : 2 membres titulaires et deux membres suppléants.
  - Le secrétariat est assuré par le responsable du service des mouillages

Ce conseil assiste la commune (le gestionnaire) dans la gestion du service et sera chargé notamment d'émettre un avis sur le montant des tarifs. Il se réunit au minimum une fois par an sur convocation du Maire.



## **B. REGLEMENT D'EXPLOITATION DES ZONES DE MOUILLAGE**

### **B.1. Objet du règlement**

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités suivant lesquelles la commune d'Arradon, titulaire de l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du Domaine Public Maritime, met en place l'organisation et la gestion administrative du service, notamment les modalités d'attribution des emplacements des corps-morts, les obligations du « **gestionnaire** » (la commune) et du « **bénéficiaire** » (l'usager).

Un contrat d'occupation est passé entre la Commune (titulaire de l'AOT) et le bénéficiaire de la garantie d'usage pour les mouillages.

### **B.2. Obligations du gestionnaire.**

#### **B.2.1 Mouillages en eau profonde (bouées blanches)**

Le gestionnaire s'assure du bon positionnement des mouillages et définit leurs positions géographiques.

Le positionnement d'un corps mort privé est sous la responsabilité de son bénéficiaire, il pourra être vérifié par le gestionnaire. Ce dernier vérifie le bon entretien des installations des corps-morts par une inspection des corps-morts privés :

- Inspection de visite (tous les ans) : partie haute du mouillage, de la bouée à la liaison chaîne fille chaîne mère.
- Inspection d'expertise (tous les 3 ans ou plus fréquents en cas d'événements particuliers) : totalité du mouillage, de la bouée au bloc.

Ces contrôles font l'objet d'un rapport d'inspection qui est remis à l'usager du corps-mort privé (voir article B 3.4). Le coût de l'inspection est intégré à la redevance annuelle du bénéficiaire.

L'entretien et les travaux incombent :

- pour les corps-morts « privés », au bénéficiaire du mouillage ;
- pour les corps-morts « communaux », au gestionnaire.

#### **B.2.2 Responsabilité du gestionnaire**

Le gestionnaire ne peut être tenu pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourraient faire l'objet, de la part de tiers, les bateaux des usagers.

De même, la responsabilité du gestionnaire ne peut être recherchée du fait de la faute, de la négligence ou de l'imprudence des usagers, notamment sur les conditions d'amarrage à la bouée.

Le gestionnaire assure un rôle de police sur l'ensemble du périmètre des zones de mouillages, et veille notamment au respect du règlement d'exploitation et de police.

#### **B.2.3 Pouvoir de Police**

En cas d'urgence, le gestionnaire peut demander à la personne responsable de la police d'intervenir directement sur le bateau de l'usager. Ceci dans l'hypothèse où l'embarcation causerait un danger ou une menace pour elle-même, pour les autres bateaux ou pour une tierce personne.

Pour ce faire, l'usager autorise le gestionnaire à solliciter l'aide du Centre régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage pour l'Atlantique (CROSSA) d'Etel.

### **B.3. Obligations du bénéficiaire**

#### **B.3.1 Identification du navire**

Pour permettre l'identification des navires amarrés dans les zones de mouillages, l'occupant d'un corps mort doit s'assurer que les initiales du quartier maritime ainsi que le numéro

d'immatriculation du navire figurent bien de chaque côté de la coque pour les navires à moteur et que le nom du navire ainsi que les initiales du quartier maritime figurent bien à la poupe pour les voiliers et les dériveurs à voile.

### **B.3.2 Utilisation du mouillage**

Sauf accord du gestionnaire, le mouillage du bénéficiaire (annuel ou saisonnier) ne peut être occupé que par le bateau dont le bénéficiaire est propriétaire ou copropriétaire (*voir article B 6.2 : Admission des usagers*) et dont le nom et les caractéristiques sont connus du gestionnaire.

Toute cession ou location du mouillage est interdite sans l'accord express du gestionnaire et selon les conditions fixées par ce dernier (*voir article B 5.2 : Radiation*).

### **B.3.3 Libération temporaire du mouillage**

L'usager qui envisage de libérer son mouillage pour une durée supérieure à 8 jours est tenu d'en aviser le gestionnaire. Pendant son absence, le mouillage vacant pourra être mis temporairement en location par le gestionnaire en tant que mouillage saisonnier.

L'usager titulaire sera alors déchargé de toute responsabilité durant la période de location. Si cette mise à disposition est source d'une occupation effective par un bateau visiteur, l'usager titulaire bénéficiera d'une remise tarifaire (*Voir article B 4.2*).

Le non usage effectif d'un mouillage ne peut excéder une période de 2 ans, sauf dérogation particulière accordée par le gestionnaire après avis de la commission des mouillages. A défaut de dérogation, la radiation du titulaire sera effective la troisième année.

### **B.3.4 Entretien du mouillage en eau profonde**

- **Corps mort privé**

Le bénéficiaire d'un contrat pour un mouillage privé est responsable de l'entretien de son corps mort sous contrôle du gestionnaire.

L'usager d'un corps mort privé est donc tenu d'assurer en permanence le bon entretien de ses installations. A l'issue d'un contrôle, le gestionnaire remettra au bénéficiaire un rapport fixant les délais et les travaux jugés nécessaires (en raison de l'usure, d'un changement de bateau, etc.).

Il appartiendra ensuite au bénéficiaire de se conformer à ces préconisations et d'intervenir par ses propres moyens ou de faire intervenir un professionnel agréé pour ces travaux. Il devra alors justifier de la bonne réalisation de ces travaux d'entretien dans les délais imposés par le gestionnaire (*voir article B 5.2 : Radiation*).

Le retrait des lignes de mouillage en hiver est interdit, ceci afin que le gestionnaire puisse en faire le contrôle conformément à l'article B 2.1.

Le matériel hors d'usage ou non conforme devra être retiré de la zone à la charge de l'usager. Après mise en demeure, ce retrait pourra être fait par le gestionnaire aux frais de l'usager.

- **Corps mort communal**

L'usager d'un corps mort communal n'est pas responsable de l'entretien de ce dernier car il est entretenu par le gestionnaire.

### **B.3.5 Changement de bateau**

Préalablement à tout changement de bateau ou à toute modification des caractéristiques du bateau, l'usager doit impérativement en informer le gestionnaire : ce dernier doit en effet pouvoir s'assurer que les caractéristiques de la nouvelle embarcation sont bien compatibles avec le mouillage. Si les caractéristiques du nouveau bateau et de l'emplacement du mouillage ne sont pas compatibles, le gestionnaire pourra refuser ce changement de bateau ou éventuellement proposer une permutation.

#### **Cas particulier de la cession d'un bateau :**

La cession d'un bateau n'inclut pas l'affectation du nouveau propriétaire sur le mouillage, sauf cas particulier défini à l'article B 5.3 : *Cession autorisée d'un emplacement de mouillage*. Néanmoins pour en faciliter la vente, la location saisonnière sur le mouillage du titulaire, d'une durée d'un an, peut être accordée au nouveau propriétaire.



### B.3.6 Copropriété

La copropriété est autorisée, mais le titulaire du mouillage doit justifier d'un minimum de 33% des parts du bateau, qui devra être justifié sur la carte de circulation ou l'acte de francisation. Il restera l'unique titulaire du mouillage.

La cession d'un mouillage à un copropriétaire est définie à l'article B5.3.

### B.3.7 Assurance

L'usager doit pouvoir justifier impérativement, chaque année au moment de la délivrance ou du renouvellement de l'autorisation, d'une assurance couvrant sa responsabilité pour les risques suivants :

- Dommages causés aux ouvrages,
- Enlèvement de l'épave immergée,
- Dommages causés aux tiers, tant corporels que matériels.

### B.3.8 Changement d'adresse

Tout usager (titulaire ou saisonnier) faisant l'objet d'un changement d'adresse devra en informer le gestionnaire (par courriel ou par courrier postal), dans les plus brefs délais.

### B.3.9 Caractéristiques de l'emplacement

Le gestionnaire, lorsqu'il propose un emplacement (suite à une permutation ou à une affectation d'un usager ou d'un saisonnier) s'assure de la compatibilité du bateau (longueur et tirant d'eau) avec les caractéristiques de l'emplacement du mouillage.

Cependant, le gestionnaire informe les usagers que le mouillage sur corps mort comporte toujours un risque lié aux conditions météorologiques et à l'environnement maritime, dont l'évaluation reste, en dernier ressort, de la responsabilité du propriétaire du navire.

Sous certaines conditions de vents et de courants, le gestionnaire ne peut pas garantir un évitage complet dans la mesure où les différentes embarcations ne réagiront pas forcément de la même façon en fonction de la résultante vent/courant exercée et de la topologie de chaque zone.

Les dommages dus exclusivement aux évitages propres des navires (hors taille de l'embarcation inappropriée aux caractéristiques du corps mort) ne peuvent entraîner la responsabilité du gestionnaire.

### B.3.10 Amarrage et préconisations particulières

#### • Amarrage :

Les navires sont amarrés sous la responsabilité des usagers. Ces derniers conserveront l'entière responsabilité des amarrages qu'ils effectueront eux-mêmes sur la bouée. Ils doivent vérifier la bonne adéquation entre le type d'amarres utilisées et les spécificités de leur navire (poids du bateau, fardage..).

Les amarres doivent être en bon état, généralement doublées et de section suffisante. Sur bouée blanche, la distance d'amarrage entre la bouée et l'étrave du bateau au contact de l'eau sera la plus courte possible et ne devrait pas excéder 1 mètre.

#### • Amarrage sur bouée en zone de plate :

L'amarrage des embarcations sur bouée jaune ou orange ne se fera en aucun cas sur un des anneaux de la bouée. Les usagers de ces corps mort devront frapper l'œil épissé (sous la bouée) directement sur leur taquet ou bitte d'amarrage.

#### • Préconisations particulières :

Tous les propriétaires de voiliers devront fixer leur barre de safran en position centrée.

Pour les dériveurs, catamarans de sport et trimarans : ces types d'embarcations laisseront leur dérive et leur safran suffisamment baissés et fixeront leur barre de safran en position centrée pour dériver dans le sens du courant, cela pour permettre un comportement identique de toutes les embarcations et donc d'éviter toutes collisions en cas de vents et courants contraires.



### **B.3.11 Épaves, navires vétustes ou désarmés :**

Le propriétaire d'une embarcation hors d'état de naviguer et risquant de couler ou de causer des dommages à d'autres embarcations est tenu de procéder sans délai à leur remise en état ou à leur enlèvement.

Le propriétaire d'une épave échouée ou coulée est tenu de la faire enlever ou détruire sans délai et à ses frais.

A défaut, dans toutes les hypothèses précitées, le service des mouillages adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et fixe un délai d'exécution pour accomplir l'enlèvement aux frais du propriétaire.

### **B.3.12 Respect de la réglementation :**

Tous les usagers sont soumis au règlement de police, aux consignes de sécurité et aux règles de navigation.

## **B.4. Durée de la garantie d'usage et tarification des contrats**

### **B.4.1 Durée de la garantie d'usage**

La garantie d'usage d'un mouillage permanent est fixée pour une durée de 1 an, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, renouvelable par tacite reconduction.

La facture est adressée à l'usager et doit être acquittée dans les délais fixés.

### **B.4.2 Tarification des mouillages**

La garantie d'usage est accordée en contrepartie du paiement de la redevance ou du loyer dont le montant est fixé annuellement par délibération du conseil municipal sur proposition du conseil des mouillages.

Les tarifs des zones de plates, terre-plein dériveurs, et râteliers d'annexes sont également fixés dans les mêmes conditions.

Ces tarifs sont fixés tous les ans afin de garantir l'équilibre budgétaire du service.

Un usager titulaire se trouvant temporairement sans bateau (maximum 2 ans), sera facturé selon la dernière facturation.

#### Mouillage saisonnier :

La tarification des mouillages saisonniers est calculée sur la base du tarif annuel des mouillages communaux en fonction de la durée d'occupation. Si le mouillage mis à disposition par un usager est source d'une occupation effective par un bateau visiteur, le titulaire bénéficiera d'une remise tarifaire.

## **B.5. Résiliation, radiation et succession**

### **B.5.1 Résiliation**

Le contrat de garantie d'usage pourra être résilié par chacune des parties ; le montant du contrat sera néanmoins acquis pour l'année en cours. Le mouillage devenu vacant sera alors affecté par le service des mouillages à un nouvel usager selon les règles d'affectation définies à l'article B.6.3.

#### Condition de rachat d'un mouillage :

Dans le cas de la résiliation d'un contrat de mouillage concernant un corps mort privé, le nouvel usager rachètera à l'usager précédent le matériel du corps mort laissé en place selon le tarif fixé par la commune.

Ce tarif de rachat d'un mouillage d'un corps mort privé est fixé tous les ans par délibération du conseil municipal, après avis du conseil des mouillages, et varie selon l'ancienneté et l'état des éléments qui composent la ligne de mouillage.

Dans l'hypothèse où l'autorisation accordée au gestionnaire est modifiée ou résiliée dans l'intérêt du domaine public occupé, ou pour un autre motif d'intérêt général, avant l'expiration de la durée de validité du contrat de garantie d'usage, le bénéficiaire évincé pourra être indemnisé dans les mêmes conditions.

### **B.5.2 Radiation**

Toute infraction au règlement d'exploitation ou au règlement de police constatée par le gestionnaire ou la police des mouillages peut faire l'objet d'une radiation, après avis de la commission des mouillages.

Le contrat d'occupation sera alors résilié de plein droit par la commune. Le titulaire du mouillage restera néanmoins redevable du montant de la garantie d'usage de l'année en cours. Dans le cas d'un corps mort privé, le titulaire radié sera indemnisé de la valeur du mouillage selon les conditions de l'article B 5.1.

### **B.5.3 Cession autorisée d'un emplacement de mouillage**

- Copropriété :

La cession est autorisée au profit d'un copropriétaire justifiant au minimum d'un tiers des parts depuis plus de 5 ans.

- Cas particuliers :

Les cas particuliers de cession d'un emplacement de mouillage pourront faire l'objet d'un examen en commission mouillages.

## **B.6. Permutation et Admission des usagers**

### **B.6.1 Permutation**

Le titulaire d'un mouillage est en droit de demander une permutation de mouillage. Les demandes de permutation peuvent s'effectuer uniquement de bouée blanche à bouée blanche, de bouée orange à bouée orange, de bouée jaune à bouée jaune.

En conséquence, un titulaire de bouée jaune ou orange devra donc passer par la liste d'attente des demandeurs de bouée blanche pour être affecté sur un mouillage en eau profonde.

#### Constituent des motifs prioritaires de permutation :

- adéquation entre bateau et mouillage,
- changement de bateau avec obligation d'informer le gestionnaire en amont,
- passage d'un mouillage communal à un mouillage privé et vice et versa.

Le demandeur doit alors s'inscrire sur la liste d'attente « demande de permutation ». Ces demandes sont prioritaires sur les nouvelles affectations.

Le bénéficiaire d'un corps-mort qui souhaite une permutation, pourra soit :

- demander à devenir locataire d'un corps-mort communal
- demander à devenir propriétaire d'un corps-mort privé. La valeur du corps mort sera alors évaluée selon le mode de calcul défini à l'article B 5.1.

Pour des motifs d'organisation du plan d'eau (longueur du bateau, optimisation des mouillages...), le gestionnaire peut effectuer d'office des permutations entre corps-mort privés ou communaux jugées nécessaires après avis de la commission des mouillages.

Suite à une demande de permutation, le service des mouillages pourra faire une proposition de changement de corps mort à l'utilisateur concerné allant dans le sens de sa demande. Si cette proposition est refusée, celui-ci restera sur son mouillage d'origine jusqu'à ce que le service des mouillages puisse lui faire une nouvelle proposition.



### B.6.2 Admission des usagers

- **Liste d'attente :**

L'admission de nouveaux usagers d'un mouillage « permanent » ou « saisonniers » est régie par une liste d'attente gérée par le service des mouillages.

La date d'entrée sur liste d'attente est celle de réception de la demande en mairie.

Les demandes d'inscription doivent se faire sur un formulaire spécifique à chaque type de mouillage (en eau profonde ou zone de plates). Ce formulaire sera déposé en mairie ou envoyé par courrier ou courriel.

- **Demande d'affectation d'un mouillage permanent en eau profonde :**

Ces demandes sont possibles toute l'année et sont inscrites sur une liste d'attente.

Le demandeur doit renouveler chaque année son inscription entre le 1er décembre et le 31 janvier. Le non renouvellement durant cette période induit automatiquement et sans avis une radiation de la liste d'attente.

La date de renouvellement sur liste d'attente est celle de réception en mairie.

Cette liste d'attente est mise à jour chaque année en février, affichée en mairie et consultable sur le site internet de la commune.

- **Demande d'affectation de mouillage saisonnier en eau profonde et en zone de plates :**

Ces demandes doivent avoir lieu à partir du 1er décembre pour la saison suivante. La durée maximale effective autorisée sur les corps mort en tant que saisonnier ne pourra excéder 8 mois, soit du 1er mars au 31 octobre.

### B.6.3 Affectation des mouillages

#### a) Affectation des mouillages permanents

Les affectations de mouillages par le gestionnaire se font en début d'année suivant le rang sur la « liste d'attente mouillage permanent », et sous réserve de la compatibilité des caractéristiques des corps-morts disponibles (poids du bloc, rayon d'évitage, profondeur d'eau...) et du bateau (longueur, largeur, tirant d'eau, fardage, poids..), ainsi que le souhait de zone émis.

La proposition d'affectation est communiquée au futur bénéficiaire et ce dernier dispose d'un délai de 30 jours pour donner son accord. Pour acter le contrat, le bénéficiaire devra fournir l'acte de francisation ou la carte de circulation du navire ainsi que l'attestation d'assurance du navire à jour.

En cas de trois refus suite à une proposition de mouillage, le demandeur sera automatiquement retiré de la liste d'attente.

Le nouvel usager pourra devenir titulaire selon les modalités de l'article A 3, soit d'un corps-mort « communal », soit d'un corps-mort « privé », selon la proposition qui lui est adressée.

Dans le cas d'un corps-mort « privé », l'affectation du nouvel usager ne sera effective que lorsqu'il en deviendra propriétaire après rachat du corps mort auprès de l'ancien usager selon les conditions définies à l'article B5.1, et remise en état éventuelle du corps mort.

Si le demandeur ne possède pas de bateau lors de l'affectation, il dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la décision d'attribution, pour en faire l'acquisition.

Dans l'attente de cette acquisition, le gestionnaire mettra le mouillage en location saisonnière. Pendant cette période, l'usager sera facturé en fonction des caractéristiques du mouillage (longueur maximale autorisée).

Des mouillages spécifiquement dédiés aux professionnels de la mer (activité de pêche et d'aquaculture) sont prévus sur les secteurs de Pen er Men (zone professionnelle). Des mouillages professionnels individuels existent également à Mané Habus, au Moustoir et à Moréac.

Ces professionnels peuvent également être affectés sur des mouillages plaisances.

**b)**

Les attributions de mouillages saisonniers se font suivant l'ordre de réception des demandes sur la « liste d'attente mouillages saisonniers » (voir article B.6.2).

Elles se font sous réserve de la compatibilité des caractéristiques des corps-morts disponibles et du bateau, ainsi que du souhait de zone émis.

Les affectations des mouillages saisonniers sont possibles pour une durée maximale de 8 mois et uniquement entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 octobre.

Tout contrat de location d'un mouillage saisonnier devra être complété par la présentation de :

- L'acte de francisation ou la carte de circulation du navire.
- L'attestation d'assurance du navire à jour.

Le bénéficiaire de la garantie d'usage accepte les clauses du règlement d'exploitation et du règlement de police.

Le règlement d'exploitation des zones de mouillage de la commune d'Arradon est affiché en mairie et consultable sur le site internet de la commune.

Le présent règlement d'exploitation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 09 décembre 2013.

Le Maire d'Arradon,;  
Dominique MOURIER

Arradon, le 09/12/2013

